Communiqué de presse de rentrée 2006

Satisfecit du gouvernement ?
Toutes les raisons de faire grève le jeudi 28 septembre

Croissance plus forte que prévue, embellie sur le front de l'emploi, hausse du pouvoir d'achat selon l'Insee …
Pourtant, avec 17 % des salariés au SMIC, 50 % qui gagnent moins de 1,5 fois le SMIC, avec 12 % de la population au dessous du seuil de pauvreté, il n'y a guère de raison de pavoiser.
Les personnels de l'éducation, de la formation, de la recherche et de la culture sont, comme l'ensemble des salariés, largement concernés par la précarisation de l'emploi, la perte de leur pouvoir d'achat, la dégradation de leurs conditions de travail, la perte du sens de leurs missions.
Pendant ce temps, Gilles De Robien courtise les organisations syndicales en les invitant en Autriche, en Suède puis en Flandres pour étudier la formation des maîtres en Europe. Proposition jugée indécente, au regard des suppressions d'emplois, ce qui a conduit notre organisation à refuser d'y participer.

Sur le front de l'emploi, le budget 2007 annonce 15000 suppressions de postes dans la Fonction Publique dont 8700 pour la seule Education nationale. Plus de 25000 postes d'enseignants supprimés en cinq ans, près de 100000 pour l'ensemble de l'encadrement éducatif ! Pour rappel, l'an dernier le ministère supprimait 1 poste dans le second degré pour 15 élèves en moins alors qu'il créait dans le premier degré 1 poste pour 42 élèves en plus ! La baisse démographique sert de justificatif récurent à ces mesures alors que la situation des jeunes et leurs perspectives d'avenir se détériorent de plus en plus. (14% des jeunes bacheliers et diplômés du supérieur sont déclassés durablement, plus de la moitié des embauches s'effectuent désormais en CDD de moins d'un mois, seul un CNE sur dix correspond vraiment à une création d'emploi, … !)

Pour ce qui concerne la recherche et l'enseignement supérieur les promesses de Jacques Chirac de créer 3000 postes en 2007 et un milliard supplémentaire par an n'ont pas été tenues. Seuls 1568 postes sont prévus en 2007. Le vote des assemblées sur le pacte pour la Recherche prévoyait une hausse en 2007 de 970 millions d'euros du budget de la recherche et l'enseignement supérieur (hors vie étudiante). Le gouvernement ne s'engage que sur la moitié avec une hausse de 2,6% correspondant à 537 millions.
Enfin, le gouvernement comptait sur les recettes des privatisations pour financer le budget de l'Agence Nationale de la Recherche. Cet argent n'est pas comptabilisé dans le budget.

Cette politique de destruction de l'emploi public s'accompagne bien évidemment d'un accroissement de la précarité. Ainsi, les 50 000 emplois vie scolaire recrutés sur des contrats de 10 mois, sans obligation de formation de la part de l'employeur, vont venir renforcer les rangs des assistants d'éducation, des auxiliaires de vie scolaire, des assistants pédagogiques, enfin des contractuels et vacataires largement utilisés par le ministère.

Tout cela n'est pas sans conséquences sur les missions d'accueil, d'éducation, de formation et de recherche du service public ;
Ainsi ce sont de plus en plus de personnels « rattachés administrativement » auprès d'établissement et non plus nommés sur des postes stables, ce qui remet en cause la continuité et l'efficacité du travail des équipes.
C'est la suppression des « heures déchargées » pour la préparation et l'entretien du matériel de labo, pour assurer des formations en IUFM, pour le suivi des parcs informatiques, …
C'est le manque récurrent de personnels de santé (infirmiers, médecins) et d'assistants sociaux, ainsi que de psychologues scolaires et de conseillers d'orientation…

Last but not least, à cela s'ajoute une revalorisation des salaires de 0,5 % dans la fonction publique au 1er juillet, revalorisation notoirement insuffisante face à la flambée des prix de cet été, revalorisation enfin, qui ne règle pas le contentieux salarial 2000 / 2006.

Si ces mesures sont une attaque frontale contre les salariés, elles démontrent également le refus du gouvernement de répondre aux besoins sociaux qui se sont exprimés tout au long de l'année ; mouvement anti CPE, annonce des suppressions d'emplois, luttes contre les expulsions des jeunes scolarisés sans papiers …
La lutte contre les inégalités reste une annonce car les suppressions d'emplois ne permettent pas les baisses nécessaires des effectifs des classes dans les secteurs défavorisés, ne permettent pas donner les moyens indispensables aux établissements classés ZEP.
Le plan « Ambition Réussite » dans les collèges reste de la poudre aux yeux car conçu sans dotation supplémentaire (les moyens sont prélevés sur l'ensemble des établissements y compris Zep) et ce ne sont pas les primes « au mérite » pour les personnels qui amélioreront les conditions d'études des élèves concernés !
La baisse démographique était une chance pour faire évoluer cette question ; malheureusement la politique de l'emploi public menée depuis de nombreuses années est allée, et va toujours a contrario !

Depuis des lustres, la FERC - CGT dénonce les politiques menées en matière de services publics, notamment les restrictions budgétaires et leurs traductions en termes d'emplois.. Ces « économies » démagogiques et à courte vue ne prennent pas en compte les coûts des conséquences qui en résultent pour la société. Elles accroissent les inégalités et génèrent encore plus de précarité.

Toutes les raisons existent pour que l'ensemble des salariés de nos secteurs se mobilise le jeudi 28 septembre prochain.

Montreuil, 31 aout 2006

Contact 01 48 18 82 44